

L'Europe et le Kazakhstan : partenariats et perspectives

15 novembre 2017

De Dr. Benita Ferrero-Waldner, Ancienne ministre autrichienne des Affaires étrangères (2000-2004) ; ancienne commissaire européenne aux relations extérieures (2004-2009) ; présidente du Conseil consultatif de l'Eurasian Council on Foreign Affairs (ECFA) depuis 2014.

En 1991, au moment de la dislocation de l'URSS, l'ancienne république soviétique du Kazakhstan s'est retrouvée dans un monde nouveau et confrontée à de nombreux défis. Le président Noursoultan Nazarbaev a dû faire face à l'incertitude causée par la conjonction de l'effondrement économique et politique et de l'irruption de concepts peu familiers tels que le marché libre, la mondialisation et la démocratisation. Pour le reste du monde, les États de la CEI étaient relativement inconnus. Afin d'améliorer sa position sur l'arène mondiale, l'État nouvellement indépendant du Kazakhstan a souhaité élaborer de nouveaux partenariats, notamment avec les pays d'Europe.

Mon pays, l'Autriche, a toujours cherché à cultiver des liens solides avec l'Asie centrale et je me suis personnellement impliquée dans la région dès ma première visite en 1999, peu avant que l'Autriche prenne la présidence de l'OSCE. Durant notre présidence, nous nous sommes tout spécialement concentrés sur cette région. J'ai alors été impressionnée, et je le suis toujours aujourd'hui, par le dynamisme et l'ambition des États d'Asie centrale en général et du Kazakhstan en particulier. Ces qualités ont permis au pays de surmonter des débuts très difficiles et de devenir cet acteur sûr de lui que nous nous sommes habitués à voir évoluer sur la scène mondiale.

L'Asie centrale dans son ensemble a énormément progressé depuis la fin de l'URSS. Les cinq nations qui la constituent — Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan — contribuent toujours davantage aux débats globaux consacrés aux thèmes les plus cruciaux pour l'Europe. Dans chaque domaine de la politique internationale ou presque — de la sécurité énergétique à la protection de l'environnement en passant par la lutte contre le trafic d'êtres humains et de drogues, sans oublier l'anti-terrorisme —, le Kazakhstan et

l'Europe agissent aujourd'hui la main dans la main, et leur collaboration peut encore être substantiellement approfondie.

Dès les premiers jours de son indépendance, le Kazakhstan a adopté une politique étrangère multidimensionnelle. Il a récemment rendu publique sa « Stratégie 2050 », une feuille de route destinée à lui permettre de devenir, d'ici au milieu du siècle, l'un des trente États les plus compétitifs de la planète. À cet égard, Astana considère explicitement que ses partenariats avec les pays d'Europe et avec l'Union européenne représentent un élément fondamental et l'aideront à passer du statut de pays à revenu intermédiaire à celui de pays à revenu élevé, doté d'un gouvernement responsable devant ses citoyens, à la façon occidentale.

Prise dans son ensemble, l'Union européenne est le premier partenaire commercial du Kazakhstan : elle représente 50 % de ses échanges extérieurs totaux, et elle y est le premier investisseur (elle « pèse » 60 % des investissements directs étrangers dans le pays). Le Kazakhstan exporte vers l'UE 60 % de son pétrole, ce qui fait de lui le troisième fournisseur d'hydrocarbures de l'UE parmi les États non membres de l'Opep. En 2015, Astana et l'Union européenne ont signé un Accord de partenariat et de coopération renforcé : ce cadre de coopération bilatérale — le plus étroit avec des pays qui ne sont pas des voisins de l'UE — porte sur vingt-neuf domaines potentiels de coopération.

Ce partenariat est appelé à s'approfondir, comme l'a montré la participation du Kazakhstan au Dialogue Asie-Europe (ASEM) en 2014 : jamais auparavant un pays d'Asie centrale n'avait pris part à ce forum. L'élection historique du Kazakhstan en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, en 2016, a significativement renforcé le standing du pays en Europe ; tout comme l'avait fait, un an plus tôt, son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, fortement soutenue par l'Union européenne tout au long des presque vingt années que durèrent les négociations.

Une nouvelle stratégie de l'UE pour le Kazakhstan et les autres États d'Asie centrale fut annoncée en 2015. Ce document désigne les domaines dans lesquels un développement social et économique est possible. Depuis lors, les leaders européens ont applaudi l'amélioration de l'environnement des affaires au Kazakhstan et favorisé l'accroissement des investissements et du commerce dans le pays. Un régime de visas allégé est envisagé, ainsi qu'une meilleure coopération dans l'éducation.

L'établissement d'un partenariat dans le domaine énergétique a constitué une priorité majeure pour le Kazakhstan et pour l'Europe. Les immenses ressources énergétiques du Kazakhstan ont joué un rôle important dans le développement du projet Southern Gas Corridor (SGC), destiné à acheminer jusqu'à l'Europe de grandes quantités de gaz en provenance du bassin de la Caspienne. Les pays européens sont également conscients de l'immense potentiel de production d'énergie verte que possède le Kazakhstan, dont le territoire est particulièrement propice à l'exploitation d'énergie solaire et éolienne. L'« Énergie du Futur » est d'ailleurs le thème de l'Exposition universelle 2017 qui s'est conclu récemment à Astana — une occasion formidable de développer la production d'énergie verte au Kazakhstan et au-delà, en partie grâce à la participation d'entreprises et d'États européens et à l'échange de technologies.

Autre composante clé du partenariat entre l'UE et le Kazakhstan : la coopération en matière de sécurité intérieure et internationale. Le Kazakhstan offre un soutien sans faille aux programmes régionaux de l'UE visant à coordonner les efforts dans les domaines de l'anti-terrorisme, de la lutte contre le trafic de drogue et de la gestion des frontières. De même, depuis

le début des années 1990, l'UE a appuyé sans relâche la politique novatrice de désarmement nucléaire promue par Astana et les démarches concrètes que le gouvernement kazakhstanais a entreprises pour prévenir la prolifération de par le monde. Et le Kazakhstan accroît régulièrement l'assistance qu'il fournit à l'Afghanistan voisin en améliorant les capacités sécuritaires de celui-ci à travers la formation de ses troupes, la promotion de son développement économique et le financement des études de ses plus brillants étudiants et étudiantes dans les universités kazakhstanaïses.

Au cours de ces dernières années, Astana a accueilli plusieurs conférences majeures consacrées à la lutte contre l'extrémisme, ainsi que des négociations entre des représentants du pouvoir et de l'opposition en Syrie, afin de contribuer à la résolution du conflit qui se déroule actuellement au Moyen-Orient. Astana avait déjà joué un rôle important dans le retour de l'Iran à la table des négociations avec l'Occident dans le dossier des ambitions nucléaires de ce pays. L'harmonie qui règne dans la société du Kazakhstan, où les citoyens de diverses religions et de diverses origines vivent dans la paix et la tolérance, en fait un médiateur idéal dans le domaine de la lutte contre l'extrémisme et un allié important de l'Europe en ces temps troublés.

En tant que diplomate européenne qui a suivi avec beaucoup d'attention la progression de l'Asie centrale depuis l'effondrement de l'URSS, je peux dire que les bénéfices mutuels du partenariat qui lie aujourd'hui le Kazakhstan aux pays d'Europe sautent aux yeux. Ces dernières années, des mesures importantes ont été prises des deux côtés afin d'améliorer cette collaboration dans de nombreux domaines. Vu d'Europe, il est désormais crucial de profiter de la dynamique actuelle pour continuer de consolider ce partenariat fructueux qui repose sur des intérêts communs et des valeurs partagées. Les récents développements positifs favorisent un rapprochement encore plus poussé avec le Kazakhstan. J'ai hâte de voir ce que l'avenir nous réserve !